

Propositions concrètes pour une évolution constructive du Réseau « Sortir du nucléaire »

1 - MAINTENIR LA STRUCTURE ACTUELLE tout en la faisant évoluer

Nous affirmons que le Réseau "Sortir du Nucléaire" est un outil fort et indépendant, indispensable au service de la lutte pour l'arrêt du nucléaire. Il a le mérite considérable de fédérer un nombre important de groupes antinucléaires à travers la France et de propager l'information et la mobilisation en direction d'un nombre considérable d'associations et d'individus.

Vu notre multiplicité, nous avons forcément des désaccords de stratégie au sein de la fédération. Le Réseau n'a jamais prétendu à l'exclusivité de la lutte antinucléaire. Il offre un outil, un support, une aide. On y adhère (ou pas) librement. Nous partons du constat que le milieu militant, associatif et citoyen est divers, pluriel et d'une grande richesse.

L'outil que nous construisons, depuis 17 ans, jour après jour, est-il perfectible ? Oui assurément, tout est perfectible. Et le Congrès semble être le lieu pour revisiter tout cela. Mais ce côté perfectible ne justifie pas un bouleversement radical, avec un changement de nom et de charte, en actant sa dissolution et en imposant de nouvelles structurations à notre organisation, comme le proposent certains groupes. Pour nous, c'est clairement non.

Les tensions vives qui perdurent au sein de notre organisation depuis 2009 semblent plutôt s'aggraver à l'approche du Congrès. Des protocoles d'accords déséquilibrés ont été signés à l'avantage exclusif de l'ex-salarié licencié en 2010 et des 3 ex-administrateurs plaignants afin de régler définitivement cette crise... mais sans rien apaiser finalement. Nous souhaitons vivement que se calment enfin les tensions personnelles, les conflits d'intérêt sans lien avec notre cause antinucléaire commune et que chacun aborde ce congrès dans un état d'esprit constructif.

En ce sens, et en l'état actuel des relations avec ceux qui veulent opposer une pensée unique à la pluralité des points de vue qui s'expriment dans le Réseau, nous refusons toute idée de modification du nom de notre fédération, de sa Charte et des grandes lignes de son organisation.

2 - METTRE EN OEUVRE UNE FORME DE REGIONALISATION pour mieux impliquer les groupes

Nous constatons toutefois que l'organisation actuelle n'est pas satisfaisante pour tous : certains groupes antinucléaires, qui composent notre fédération, ne se sentent pas suffisamment impliqués dans son fonctionnement.

Les causes de ce manque d'implication sont nombreuses et diverses (manque de disponibilité des animateurs des groupes, manque de proximité avec la structure, approche souvent utilitariste du Réseau, perception insuffisante de la nécessité de s'investir dans la vie de la fédération, manque de liens entre groupes et administrateurs,...).

Ces problématiques ne sont pas propres au Réseau "Sortir du Nucléaire", et se retrouvent dans les composantes de la société, dans de nombreuses grandes organisations.

Depuis plusieurs années, il est apparu qu'une démarche de « régionalisation » serait le meilleur moyen d'appropriation de la vie du Réseau par les groupes.

Le grand défi qui s'offre à nous consiste à :

- Faire émerger des régions et /ou des bassins de lutte dynamique
- Trouver leur meilleure articulation avec le Conseil d'Administration, l'équipe salariée, les groupes et militants individuels qui ne sont pas spécifiquement reliés à une région ou un bassin de lutte "historique".

3 - FAIRE EVOLUER LE CONSEIL D'ADMINISTRATION au service d'une meilleure articulation avec les groupes

Afin de recréer des liens effectifs entre les associations adhérentes et le Conseil d'Administration, nous proposons de modifier la constitution du Conseil d'Administration.

Actuellement celui-ci comporte un maximum de 9 titulaires et de 9 suppléants ; le statut de suppléant sera supprimé et le nombre d'administrateurs passera à 10 ou 14 (?)* :

- 5 ou 7* administrateurs présentés à l'élection nationale par plusieurs groupes d'une même région ou bassin de lutte, s'appuyant sur un programme cohérent relatif à la région ou au bassin de lutte; ils auront pour mission de créer une dynamique régionale/bassin de lutte et d'être un lien actif entre les groupes régionaux/bassin de lutte qu'ils représentent et le CA (recueillir les avis et demandes des groupes de leur région/bassin de lutte et les informer des suites données par le CA)
- 5 ou 7* "nationaux" s'appuyant sur un programme concernant le fonctionnement national du réseau, et chargés de veiller à l'intérêt commun.

** Les chiffres sont indicatifs mais à rediscuter.*

Une représentation des donateurs individuels est aussi à débattre.

Les administrateurs auront un devoir de présence aux réunions du CA et un devoir de participation active à la vie du CA et de l'entité Réseau Sortir du Nucléaire (on constate depuis de nombreuses années qu'une partie significative des administrateurs élus, pour des raisons diverses et variées, n'assument pas le mandat qui leur a été confié). Les administrateurs défaillants pourront être démis de leurs fonctions en cas de non respect de leurs obligations.

L'émergence des régions ou des bassins de lutte ne se fera que par la concrétisation sur le terrain d'une vie militante riche. Il n'est pas question pour nous que quelques groupes se déclarent unilatéralement comme dépositaires d'une région ou d'un bassin de lutte et exigent à ce titre des droits qui ne seraient pas attribués à d'autres groupes ; cette situation créerait inmanquablement des tensions fortes entre les groupes et à terme un éclatement du réseau entre une multitude de groupes concurrents, affirmant chacun que son combat spécifique doit être prédominant par rapport aux autres.

La constitution de chaque région ou bassin de luttes doit être validée en Congrès ou en Assemblée Générale par l'élection de son représentant au Conseil d'Administration. Cette candidature doit être portée par un nombre significatif de groupe locaux actifs sur le terrain, et partageant la spécificité de la région / bassin de lutte.

L'Administrateur régional / bassin de lutte a un pouvoir important dans les évolutions de la fédération. Il peut porter les problématiques et demandes de terrain au sein du CA tout en étant partie intégrante de la fédération. Il doit toutefois prendre en compte les revendications des autres régions / bassins de lutte et des autres groupes qui ne sont pas nécessairement

dans une région ou un bassin de lutte. La politique et les décisions prises par le Conseil d'Administration doivent être équilibrées et justes.

Un binôme administrateur / salarié sera référent pour tous les groupes qui ne seraient pas directement reliés à une région ou à un bassin de lutte.

Les moyens alloués aux régions / bassins de lutte doivent l'être en fonction de leurs projets et de leurs besoins. Nous nous opposons à un fonctionnement administratif et illusoirement égalitariste dans lequel chaque région / bassin de lutte se verrait attribuer d'office un budget et un salarié; ce serait un recul inacceptable, expression de l'individualisme du monde qui nous entoure et que nous combattons.

4 - LA STRATEGIE DU RESEAU en perpétuel questionnement

Interroger la stratégie du Réseau Sortir du Nucléaire, c'est définir ses objectifs et se questionner sur la meilleure façon de les atteindre.

L'objectif du Réseau Sortir du Nucléaire et des militants antinucléaire est clair et sans détour : l'arrêt de l'industrie nucléaire civile et militaire.

Quels que soit les mots et adjectifs mis sur cet objectif, il nous est commun à tous. Le « comment y parvenir » est lui beaucoup plus sujet à controverses et polémiques.

Nous considérons qu'il ne suffit pas d'affirmer "arrêt immédiat" ou "stop au nucléaire" pour que la puissance de frappe du mouvement antinucléaire en soit démultipliée et que nous ayons la capacité de parvenir à notre objectif. Cette question de positionnement est d'ailleurs récurrente. Remettre en cause la nature de l'engagement du réseau Sortir du Nucléaire uniquement sur un jeu de sémantique est-il si essentiel que cela ?

Les conflits de mots qui traversent notre mouvement sont l'expression d'une vision autocentrée de la problématique ; ils n'ont rien à voir avec une réflexion stratégique.

Il nous faut prendre en compte l'état actuel de la société, l'évolution du monde militant et de ses pratiques, ainsi que des pouvoirs en place, des questions économiques et environnementales, de l'état des installations et des technologies.

Il nous faut faire le bilan des actions menées depuis la création du réseau, des actions menées par les antinucléaires d'autres pays.

A partir de ces éléments, la réflexion stratégique doit se construire sur la durée et avec cohérence.

Jusqu'à présent ce travail n'a pas été mené; le fait d'affirmer que l'on peut sortir du nucléaire en 3, 5, 10 ou 20 ans constitue un appui à la réflexion stratégique mais absolument pas une stratégie en soi.

Nous nous engageons à mettre en place un Comité « stratégie » ouvert à tous (militants dans et hors Réseau, administrateurs, salariés, personnes ressource, experts).

Ce comité :

- rendra compte de son travail périodiquement,
- stimulera les groupes pour qu'ils participent,
- fera des propositions concrètes qui mettront en lumière les avantages et inconvénients de telle ou telle démarche stratégique.

Il convient de noter que le dynamisme de ce comité dépend avant tout de l'implication des militants et des groupes.

5 - LE POLE SALARIE

Remettre en cause l'équipe salariée telle qu'elle est aujourd'hui c'est avant tout questionner les Conseils d'Administration successifs, élus démocratiquement lors des Assemblées Générales. Chacune des 16 embauches, depuis 1997, est revendiquée et assumée, correspondant à des besoins réfléchis, évalués. Chaque poste répond à des besoins, ainsi concevoir et rédiger l'excellente revue du réseau, amplifier des mobilisations de terrain, gérer des campagnes nationales, cultiver un réseau médias, créer et mettre à jour le site internet consulté par des milliers de personnes, diffuser des stocks considérables de documentation, gérer de lourds budgets de fonctionnement ou encore déposer des recours juridiques pointus et gagnables...

Une large majorité des groupes reconnaît les compétences et l'engagement de l'équipe salariée du Réseau Sortir du nucléaire.

Certains groupes remettent en question de façon radicale, voire peu respectueuse, le rôle et le nombre de salariés nécessaires au fonctionnement de la fédération.

Nous considérons que perdre un pôle salarié fort et centralisé à Lyon impliquerait une mutation des moyens donc, par répercussion, une perte de la réactivité/efficacité de la fédération. Et que le débat sur les salariés doit être posé dans un climat pacifié, avec objectivité et réalisme, en respectant leurs droits fondamentaux.

Pour autant, les relations entre les salarié-es, les administrateurs et les comités stratégiques et thématiques sont à mettre à l'étude afin de les rendre plus efficaces quant à la transmission des informations et à la mise en œuvre de la ligne politique décidée collectivement en assemblée générale.

Le débat autour du rôle des salarié-es est directement lié à, d'une part, l'approche stratégique de ce que doit être l'action du réseau, et d'autre part, la capacité des militants bénévoles à prendre en charge le travail qui pourrait être réalisé par des salariés. Compétences des salariés et compétences des militants de terrain ne sont pas opposables mais se complètent.

Pour ce qui concerne la capacité des militants bénévoles à prendre en charge le travail réalisé actuellement par des salariés, deux réflexions se présentent :

- les militants bénévoles ne sont-ils pas plus nécessaires sur le terrain plutôt qu'à réaliser des tâches plus spécifiques pour lesquelles ils ne sont pas particulièrement formés ?
- ceux qui se sentent en mesure de prendre en charge une participation régulière à la vie de la fédération ne devraient-ils pas être candidats aux postes d'administrateurs et mener à bien cette mission, ou participer à des comités (les comités sont les lieux où administrateurs et salariés préparent les campagnes, travaillent à des sujets spécifiques, supervisent les finances du réseau ou la gestion du personnel - un certain nombre de comités sont ouverts à des personnes extérieures au CA).

En tout état de cause, nous souhaitons préserver un pôle salarié fort et travailler avec celui-ci dans une relation de coopération et de confiance réciproque, seule capable de nous permettre d'évoluer et de travailler efficacement à l'avènement de notre objectif commun : l'arrêt de l'industrie nucléaire civile et militaire.

Amis de la Terre Midi-Pyrénées

CANVA (Coordination de l'action non violente de l'Arche)

BureStop 55

Environnement Conscient (31)